

Le Burundi cherche 793 millions de \$ pour protéger ses sols

APA, 04-09-2012 Bujumbura (Burundi) - Le Burundi a besoin de 793 millions de dollars pour la lutte contre la dégradation des sols pour une période de trois ans (2012-2015), a annoncé le ministre burundais de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire et de l'Urbanisme, Jean Marie Nibirantije. Il s'exprimait, lundi à Bujumbura, lors de l'atelier de deux jours pour la validation de la stratégie nationale d'investissement et le plan de financement du plan d'action national de lutte contre la désertification des terres au Burundi.

Selon le ministre, les sols sont l'objet de surexploitation, de pratiques agricoles inadéquates, de déforestation, d'incendies de brousse, qui les dégradent au jour le jour. Le Burundi n'est pas encore à la phase de désertification, mais si rien n'est fait dans l'immédiat cela pourrait arriver, a-t-il averti, ajoutant que les causes principales de cette dégradation sont la pression démographique, la pauvreté, les changements climatiques, ainsi que la mauvaise gouvernance dans la gestion des terres. Selon les experts, le Burundi perd chaque année plus de 37 millions de tonnes de terres par an suite à l'érosion. En 1992 le pays comptait 211.000 ha de forêts contre 133.500 ha actuellement. S'agissant de la pression démographique, depuis 1982, la population a cru de 45% alors que la production n'a augmenté que de 24% à cause essentiellement de la dégradation des sols due à la surexploitation. La stratégie d'investissement sur trois ans prévoit plusieurs actions en vue de protéger le sol et le rendre plus fertile, ce qui nécessite les interventions coordonnées du ministre en charge de l'Environnement, celui en charge de l'agriculture et des ONG locales et internationales intervenant dans le secteur et des partenaires au développement. Elle vient par ailleurs rendre opérationnel le plan d'actions national de lutte contre la dégradation des terres au Burundi qui s'inscrit dans le cadre de la convention des nations unies pour la lutte contre la désertification.